

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de l'Ariège
DREAL Occitanie UID-31-09/ENV6
4 Avenue Didier Daurat CS 40331
31776 COLOMIERS CEDEX
uid-31-09.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Colomiers, le 24/02/2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/02/2025

Contexte et constats

publié sur 
TOFER SAS
ZI de Bogues
31750 Escalquens

Références : 2025/101
Code AIOT : 0006805317

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/02/2025 dans l'établissement TOFER SAS implanté ZI de Bogues chemin de Bogues 31750 Escalquens.

La visite s'est tenue le 19/02/2025 dans l'établissement TOFER SAS, sur la commune d'Escalquens, suite à l'APMD du 15/05/2023 et des inspections du 24/01/2023 et 19/03/2023.

Les thèmes abordés lors de cette inspection ont été:

- la situation administrative de l'établissement;
- la prévention des risques (incendie, électriques, chimiques).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOFER SAS
- ZI de Bogues chemin de Bogues 31750 Escalquens
- Code AIOT : 0006805317 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

L'établissement (Groupe FIGEAC AERO) est une société spécialisée dans l'usinage (tournage, le fraisage, rectification) et l'assemblage de pièces de haute précision à destination (80%) de l'aéronautisme et la défense. Des procédés spéciaux viennent compléter ses activités, comme la projection de carbure, le grenaillage ou encore le contrôle non destructif (CND).

Elle emploie, sur son site d'Escalquens environ 47 personnes, travaillant en 2x8 (5h/12h - 12h/20h).

Contexte de l'inspection : Contexte de l'inspection | Produits chimiques | Risques accidentels | Risques chroniques

Thèmes de l'inspection : Suite à mise en demeure | REACH | ATEX, Risque incendie | Eau de surface, Eaux souterraines

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Lors de l'inspection, certains équipements de défense incendie ont été vérifiés.

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre son registre sécurité avec les derniers contrôles et formations du personnel réalisés.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Exploitant titulaire de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 1er		Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
2	Cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article Article 12	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
3	Plans des réseaux	Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article Article 3.3.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
4	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article Article 7.5.4	/	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois
5	Installations électriques	AP de Mise en Demeure du 15/05/2023, article 1er		Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois
6	Rétentions et confinements	Arrêté Préfectoral du 27/02/2017, article 7.4.1		Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois
7	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article Article 7.1.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois

8	Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux	Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article Article 7.1.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
---	---	---	---	--	--------

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Lors de l'inspection, 8 constats avec suites (demande de justificatif et d'action corrective) ont été relevés dont 2 pouvant amener à un arrêté préfectoral de mise en demeure si les retours de l'exploitant ne respectent pas les délais annoncés (installations électriques, cuves de rétention).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitant titulaire de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 1er

Thème(s) : Situation administrative Situation de l'établissement

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 18/09/2023
- Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :
- Date d'échéance qui a été retenue :

Prescription contrôlée :

Rubrique	Caractéristiques	Régime
2562-1	1354 L	A
2560-B-2	876 kW	D
2563-2	800 L	D
2564-A-2	400 L	D
2565-2b	1312 L	D
2575	52 kW	D
4725-2	10.7 t	D

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir réduit ses activités, notamment pour la partie traitement de surface et usinage.

Lors de l'inspection, l'exploitant est revenu sur sa déclaration de cessation d'activité réalisée le 18/04/2024, pour la rubrique n°2563-2 (nettoyage lessiviel). Il a été indiqué qu'il s'agissait d'une machine qui n'a jamais été mise en fonctionnement lors du montage initial du dossier d'autorisation. Une réévaluation récente des activités et rubriques associées de l'établissement a permis de constater que la rubrique n°2563-2 n'était plus d'actualité de ce fait, à date, cette machine n'étant plus dans l'enceinte de l'établissement. L'inspection a indiqué que les ATTES-TRAVAUX et ATTES-SECUR n'ont donc pas besoin d'être transmises du fait de la non utilisation de la machine visée.

Pour la rubrique n°2562-1, l'exploitant a indiqué avoir réduit son nombre de bains, passant ainsi de 3 à 2 bains, pour un volume total de 1080 litres. L'établissement reste néanmoins sous le régime de l'autorisation pour cette rubrique.

Pour la rubrique n°2560-B-2, l'exploitant a indiqué avoir pour projet de faire enlever 4 machines outils et de les remplacer par 2 machines, qui sont déjà sur site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de fournir un porter-à-connaissance détaillant:

- mises à jour des rubriques avec les volumes et régimes associés,
- déclarer l'utilisation de 2 bains au lieu de 3, sous la rubrique 2562-1,
- justification sur la machine pour la rubrique 2563-2,
- justification pour les machines de la rubrique 2560-B-2, une liste des machines outils avec les référence et leur puissance viendra compléter les données.

Les justificatifs attendus devront comprendre la raison des modifications apportées aux rubriques (baisse d'activité), les dates de ces modifications, les aménagements apportés à l'établissement (remaniement des ateliers), les échéanciers de modifications.

Respect de la prescription :




Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 Mois

N° 2 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article Article 12		
Thème(s) : Situation administrative Situation administrative		
Prescription contrôlée : Sans préjudice des mesures de l'article R.512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R.512-39-1 à R.512-39-5, lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. [...]		
Constats : Cf constat n°1		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Cf constat n°1		
Respect de la prescription : 		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant		
Proposition de délais : 1 Mois		

N° 3 : Plans des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article Article 3.3.2

Thème(s) : Situation administrative Situation administrative

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître:

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation;
- les dispositifs de protection de l'alimentation [...];
- les secteurs collectés et les réseaux associés;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...);
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Constats :

En amont de l'inspection, des plans ont été transmis à l'inspection.

Lors des échanges en salle, il a été constaté que certains ouvrages n'étaient pas référencés sur les plans et que la dernière version pourrait ne pas être transmise aux services de secours (pour exemple: 2 bâches de réserve eau incendie à l'entrée de l'établissement).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de mettre à jour ses plans.

Une copie devra lui être transmise ainsi qu'aux services de secours.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 Mois

N° 4 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article Article 7.5.4

Thème(s) : Situation administrative Dispositions d'exploitation

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment:

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque [...];
- l'interdiction de tout brulage à l'air libre;
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles;
- les conditions dans lesquels sont délivré les produits toxiques et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et à leur transport;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.

L'exploitant fournit au service d'incendie et des secours les éléments nécessaires à la réalisation d'un plan d'intervention.

Constats :

Lors de l'inspection, il a été demandé, par sondage, de présenter les procédures suivantes:

- obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation;
- procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation.

Concernant la procédure pour les permis-feu, l'inspection n'a pas fait de remarque particulière.

La procédure de mise en sécurité et d'arrêt d'urgence n'a pas été établie par l'exploitant, il a été présenté à la place la procédure en cas d'incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de revoir la liste complète de ses procédures par rapport aux prescriptions de l'article susvisé.

Chaque procédure devra être détaillée et contenir notamment: des éléments de contexte / la fonction associée à chaque personnel concerné / des éléments de localisation (plans) / des éléments photographiques.

Des informations et formations particulières devront par la suite être réalisées auprès du personnel

pour s'assurer de la bonne compréhension et prise en compte de celles-ci. Des exercices pourront être prévus à cet effet par le chef d'établissement et la responsable QHSE.

Une copie de ces procédures devra être transmise à l'inspection. Les services de secours devront être destinataires des procédures nécessaires à la réalisation d'un plan d'intervention.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 Mois

N° 5 : Installations électriques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/05/2023, article 1er

Thème(s) : Risques accidentels Etat des installations électriques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 18/09/2023
- Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :
- Date d'échéance qui a été retenue :

Prescription contrôlée :

[...] Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. [...]

Constats :

Lors de l'inspection, les rapports de vérification pour l'année 2024 (03/05/2024) ainsi que le rapport Q18 ont été présentés.

Il a été observé que sur les 55 observations, 24 étaient récurrentes.

Lors des précédentes inspection, il avait déjà été constaté ces récurrences (2021, 2022, 2023).

L'exploitant a indiqué avoir mis en place un plan d'action. A date, seulement 20% des observations ont été levées (départ de l'établissement du technicien de maintenance/électricien en charge de la mise en conformité des installations).

L'exploitant a indiqué prévoir un nouveau contrôle en juin 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection rappelle que les contrôles des installations électriques sont à réaliser dans un délai de 12 mois au maximum.

Dans ces termes, l'inspection demande à l'exploitant:

- avancer le prochain contrôle pour être dans les 12 mois réglementaires (avant le 02/05/2025);
- faire établir un devis et passer commande auprès d'une société d'électricité, en établissant un échéancier à court et long terme selon la priorisation des observations à lever et les coûts associés;
- faire réaliser les travaux prioritaires avant le prochain contrôle.

A défaut, un arrêté préfectoral de mise en demeure pourra être proposé.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 Mois

N° 6 : Rétentions et confinements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2017, article 7.4.1

Thème(s) : Risques accidentels Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 18/09/2023
- Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :
- Date d'échéance qui a été retenue :

Prescription contrôlée :

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

Constats :

Lors de l'inspection, il a été constaté, à l'extérieur, 4 rétentions pleines d'eau et 1 rétention instable (pieds de la rétention enfoncés dans le sol côté grillage SNCF). L'eau étant de l'eau de pluie, les cuves étant stockées à l'extérieur sans abri.

L'exploitant a indiqué faire vider ces cuves par son personnel à l'aide d'un chariot élévateur pour la manutention des fûts/conteneurs.

Dans le local ressuage, il a été constaté 2 bidons d'émulsifiant sans rétention avec des étiquetages non appropriés (logo de danger).

L'inspection a rappeler la réglementation en vigueur, à savoir que les cuves de rétention doivent être exemptes de tout liquide ou solide afin d'assurer leur rôle à 100%.


L'étiquetage des produits doit être également en tout point conforme aux données comprises dans les FDS (nom du produit, risques associés), une attention particulière doit aussi être donnée quant à la comptabilité entre chaque produit dans les zones de stockage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de:

- revoir l'aménagement extérieur pour le stockage sur rétention:
 - réorganisation des rétentions pour qu'elles soient toutes sur une dalle béton;
 - ou création d'une dalle béton si nécessaire.
- établir une procédure de vérification du remplissage des cuves avec une fréquence adaptée;
- revoir la méthodologie de vidange des cuves (manutention avec chariot apporte du risque tant personnel qu'environnemental);
- à défaut des 2 précédents points, faire établir un devis et prévoir les travaux pour la création d'un appentis pour la mise sous abri des cuves de rétention.

A défaut, un arrêté préfectoral de mise en demeure sera proposé.

Respect de la prescription : 		
Type de suites proposées :	Avec suites	
Proposition de suites :	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	
Proposition de délais :	2	Mois

N° 7 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article Article 7.1.1

Thème(s) : Risques accidentels Prévention des risques technologiques

Prescription contrôlée :

L'exploitant, recense, sous sa responsabilité, les parties des installations qui, en raison des caractéristiques qualitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties des installations la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanation toxiques).

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Ce plan est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

Il précise l'emplacement des points de coupure de gaz et d'électricité pour chaque bâtiment et les points de coupure générale.

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

Les locaux à risque incendie sont, à minima, les chaufferies, les locaux de charge d'accumulateur, les zones de stockage des produits combustibles et inflammables. Les ateliers et aires de manipulation de ces produits doivent faire partie de ce recensement.

Sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant définit les zones à atmosphère explosive du site conformément à la réglementation en vigueur.

Constats :

Lors de l'inspection, les plans des zones à risques ont été présentés.

Ces plans ont montré quelques lacunes en termes de localisation, identification et inventaire des zones.

Pour exemple, la localisation des zones de stockage de produits chimiques ou déchets n'est pas exactement délimitée, ne permettant pas de juger du volume et donc des risques.

Les zones incendie ou encore le type de produit stocké (acide/base) et leurs volumes ne sont pas clairement identifiées selon les prescriptions de l'article susvisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant que les plans soient revus en conséquence avec un travail d'identification, de dimensionnement (volumes stockés) et de délimitation.

Respect de la prescription :




Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 Mois

N° 8 : Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article Article 7.1.2		
Thème(s) : Risques accidentels Prévention des risques technologiques		
Prescription contrôlée : L'inventaire et l'état des stocks de substances et mélanges dangereux décrits précédemment à l'article 7.1.1 seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. [...]		
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué pouvoir établir la liste des produits présents sur site. Néanmoins, l'état des stocks se faisant annuellement, les quantités présentes à une date précise ne peuvent être présentées facilement.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant d'établir un registre de son état des stocks à une fréquence hebdomadaire. Cet inventaire sera à coupler avec les plans demandés au constat précédent.		
Respect de la prescription : 		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant		
Proposition de délais : 1 Mois		